



**La filière électronucléaire entre service public
et soumission au marché
Entretien avec Philippe Page Le Mérour**

Cet entretien avec Philippe Page Le Mérour a été réalisé le 26 octobre 2020. Philippe Page Le Mérour est secrétaire du Comité Social et Economique Central (CSEC) d'EDF SA.

Entretien réalisé et restitué par **Michel VAKALOULIS**,
relu et amendé par **Philippe Page Le Mérour**

— La crise sanitaire qui entraîne dans son sillage une crise économique de grande ampleur met en exergue la nécessité de réindustrialiser le pays. La reconquête de la souveraineté industrielle et sanitaire est un enjeu absolument stratégique. Dans ce contexte, quel est le rôle d'EDF en tant qu'acteur industriel majeur dans le secteur de l'énergie ?

Philippe Page Le Mérour — EDF a deux cartes essentielles à jouer pour le pays qui demandent des décisions urgentes. La première est qu'elle puisse être l'acteur qui assure l'énergie indispensable de demain pour répondre aux besoins domestiques et industriels liés à l'évolution de la démographie et au progrès social, mais aussi, pour accompagner la relocalisation des activités productives. Il ne s'agit pas de sujets nouveaux, mais la crise de la Covid 19 rend visible et accentue le besoin impérieux de produire à nouveau sur le territoire national un certain nombre de produits manufacturés.

C'est d'ailleurs une question qui se pose avec acuité puisqu'on aborde un hiver où le réseau électrique sera tendu alors même qu'on se trouve au milieu d'une crise économique sans précédent. Le risque de pénurie d'électricité, voire de délestage est désormais annoncé par RTE. Le modèle productif fondé en 1946 pour répondre à la consommation énergétique du pays en adaptant la production à la demande en consommation n'est plus d'actualité, hélas ! Aujourd'hui, dans un renversement de situation, on tente péniblement d'adapter la consommation à la production.

Au moment où tout le monde s'empresse à afficher son soutien à la réindustrialisation du pays, la question de l'énergie est décisive. Il n'est pas nécessaire d'avoir fait d'études supérieures en physique pour savoir que ni le marché, ni les lois, ni les décrets ne produisent d'électrons en l'absence de moyens de production. Cela implique de s'opposer au marché actuel qui fonctionne en faveur des énergies renouvelables sponsorisées alors que personne n'investit dans les moyens pilotables. Ainsi le constat est fait, sans surprise, de voir le marché ne pas se soucier de sécuriser l'approvisionnement d'un produit pourtant de première nécessité !

La deuxième carte renvoie à la mise en place d'un programme industriel conjointement mené par EDF et l'Etat qui serait en capacité de relancer la machine industrielle à travers de multiples chantiers et un tissu dense de sous-traitance. Cette perspective concerne plus particulièrement les bassins d'emplois du nouveau programme nucléaire, de l'hydraulique qui dispose d'un potentiel réel de développement, voire du thermique dont les dernières tranches charbon sont en cours de liquidation mais qui peuvent être converties en biomasse. Ces deux possibilités sont complémentaires : assurer l'énergie de demain pour soutenir une vraie industrialisation et lancer des programmes industriels sur des moyens de production essentiellement pilotables qui constituent le socle du mix énergétique en France.

— Dans le contexte d'une crise multiple, sanitaire, économique, sociale, et en étroit lien avec les problématiques de la transition écologique, quelle est la place de la filière de production nucléaire ?

Philippe Page Le Mérour — Je l'affirme sans ambages : la filière nucléaire devrait être une fierté française et non pas une filière « honteuse » comme invitent à le penser certains membres du gouvernement et tous les derniers ministres du ministère de l'écologie. La France fait partie des premiers pays au monde à maîtriser cette filière industrielle, même si EDF rencontre de nombreux soucis pour achever le prototype EPR. Le programme du nouveau

nucléaire est de faire plusieurs usines en France dans les prochaines années. Ce sont des outils du service public qui doivent garantir la maîtrise de la filière par la France. C'est l'avenir de ce potentiel énergétique faramineux et décarboné qui est en jeu, sinon on risque d'assister au match entre Chinois et Américains avec les Russes au milieu.

C'est d'autant plus une chance pour la France d'avoir cette importante filière nucléaire, troisième filière industrielle du pays, alors que les deux premières, l'automobile et l'aéronautique, sont dans une situation qui ne permet pas de rebondir facilement sur le plan des investissements tout en étant fondamentalement concernées, de par leurs émissions polluantes, par le changement climatique. Paradoxalement, au moment où l'on demande aux filières automobile et aéronautique d'évoluer dans le cadre de la transition écologique, on s'évertue à rendre difficile la vie de la troisième filière industrielle du pays, quant à elle fortement décarbonée, avec son potentiel de 220 000 emplois, ayant la vertu de pouvoir soigner la situation climatique et non pas de l'aggraver. Il est donc nécessaire de la mettre en avant le plus rapidement possible.

— *Comment expliquer la perte de vitesse, sinon la dévalorisation, de la filière nucléaire alors qu'elle incarnait jadis le nec plus ultra de la modernité industrielle et l'image d'excellence du service public de la Nation ?*

Philippe Page Le Mérour — Entretemps, il s'est passé bien de choses. La déréglementation et l'ouverture du marché ont profondément bouleversé le paysage énergétique. Le capital s'est complètement désintéressé de la filière nucléaire, peu rentable en termes capitalistiques, en préférant des retours d'investissement rapides sur des moyens de production intermittents, à prix d'achats garantis et sponsorisés comme jamais par l'argent public, plutôt que pilotables. A cela s'ajoute une méconnaissance entretenue de la filière nucléaire au niveau national. Il est significatif que les lycées techniques et professionnels, et plus largement la jeunesse de ce pays, n'aient pas d'informations sur la manière d'intégrer la filière en termes de formation professionnelle. C'est scandaleux de montrer aux jeunes une fausse image du nucléaire.

— *Toutefois, le court-termisme de la rentabilité du capital ne saurait tout expliquer. Sur le plan politique, par exemple, la défense de la filière nucléaire a été abandonnée par des formations de gauche qui ne sont pas a priori des « complices du grand capital ».*

Philippe Page Le Mérour — Je considère que les organisations politiques et, dans une moindre mesure, syndicales ayant comme base de réflexion la satisfaction des besoins ont largement lâché prise sur cette question. Suite à la diminution de leurs réseaux d'influence traditionnels et à la perte, organisée en haut-lieu, d'importants bastions industriels au cours des vingt dernières années, il y a eu des réflexes d'aller chercher des « parts de marché électorales » sur d'autres plates-bandes. Dans un esprit de survie, les principaux responsables de ces organisations placées dans l'impasse se sont orientés vers des sujets sociétaux « dans l'air du temps » plutôt que sur des enjeux sociaux liés au travail salarié. Les dégâts frontaux et collatéraux de ce déplacement de vision et de perspective sont considérables. C'est à la fois un aveu de faiblesse au moins démagogique et une fuite en avant désespérée. Autrement dit, c'est la rançon politique et idéologique pour continuer à exister.

— *Dans cette conjonction de facteurs de dégradation, comment expliquer les surcoûts et les retards considérables de la construction de l'EPR, le réacteur nucléaire de nouvelle génération à Flamanville 3, que certains assimilent à un gâchis industriel ?*

Philippe Page Le Mérour — D'abord, en ce qui concerne Flamanville 3, la planche était déjà savonnée avant la première pierre ou coulée de béton. En fait, on demandait à EDF et à d'autres partenaires de construire un nouveau réacteur selon des critères de délais et de coûts extrêmement serrés alors que l'entreprise n'avait pas construit de centrales nucléaires depuis plus de quinze ans. Un tel projet relève de la gageure. En plus, il s'agit d'un prototype et non pas d'un palier, ce qui implique l'impossibilité de bénéficier d'un effet de série.

Un deuxième élément important est le fait que le projet de l'EPR a été porté par l'ingénierie franco-allemande, à travers une coopération entre Siemens et Framatome (anciennement Areva NP). Mais après la décision politique allemande de quitter le nucléaire, suite à l'accident de Fukushima (2011), EDF se retrouve seule à gérer ce projet qui n'est plus partagé. Flamanville 3 est une tranche unique au monde parce qu'elle ne sera pas dupliquée en tant que telle, tellement il y a des modifications à faire par rapport à la conception d'origine.

Mais la planche n'était pas seulement savonnée de l'extérieur mais aussi de l'intérieur. A l'époque, la direction d'EDF s'est voulue plus commerciale qu'industrielle en annonçant un délai impossible à tenir, 54 mois, délai qui n'a jamais été tenu dans aucun site nucléaire en France, même quand l'entreprise publique construisait quatre tranches par an. L'impact de l'ouverture du marché est lisible en filigrane dans ces décisions des dirigeants d'EDF dont

l'objectif était de mettre les croix dans les bonnes cases pour faire plaisir à tout le monde, et en premier lieu, au marché, aux actionnaires et aux agences de notation. Mais d'un point de vue industriel, c'est un mauvais calcul. Cette démarche revient à marcher sur la tête.

— *La perte de compétences professionnelles d'EDF en corrélation avec l'explosion de la sous-traitance dans la filière nucléaire sont-elles pour quelque chose dans les déboires de l'EPR, comme l'attestent les multiples cas de défauts de soudure ?*

Philippe Page Le Mérour — Les défauts de soudure sont emblématiques, mais il y a surtout la question de la surveillance et des formes de contractualisation avec les partenaires industriels qui n'ont pas de vision sur les futurs chantiers. Qui est intéressé, au sens propre du terme, c'est-à-dire financièrement, à ce que le nouveau réacteur de Flamanville se construise rapidement ? Dans la composition des salariés qui travaillent sur le site, il y a un tiers d'intérimaires et un tiers de salariés détachés. On peut présumer que ces deux catégories n'ont pas d'intérêt particulier de voir le chantier s'achever rapidement. Il en est de même pour les entreprises de la sous-traitance qui ne peuvent pas se projeter sur un futur chantier pour recycler leur expérience, hormis à la marge.

A cela s'ajoute la dispersion des approvisionnements en matériels et en composants de l'EPR dans un souci de minimiser le coût d'achat de chaque pièce, quitte à faire le tour de la planète. D'où une série de malfaçons et de défauts en tous genres, associée aux pertes de compétences engendrées par le moratoire de quinze années « sans faire ». Et sans faire, on ne peut pas transmettre des « savoir-faire ». Enfin, même s'il ne s'agit pas de fermer la porte aux salariés détachés, à condition que leurs conditions sociales soient acceptables, c'est aussi la tour de Babel. En fait, il subsiste d'importants problèmes de coordination et de communication entre équipes juxtaposées sans aucune notion de projet industriel d'ensemble.

— *Dans cette conjoncture, quel était le rôle du syndicalisme et des IRP comme lanceurs d'alerte et facteur de mobilisation pour contrer la dégradation ?*

Philippe Page Le Mérour — Le syndicalisme, auquel on demande toujours beaucoup pour régler les problèmes, quand on ne l'accuse pas de les créer, a fait ce qu'il a pu et continue ainsi. Les IRP au sein d'EDF de Flamanville, comme nationales ont alerté les directions régulièrement. Elles ont été à l'écoute des remontées de terrain pour relayer les « étonnements » du personnel. Tout ceci en sachant que les marges des syndicalistes

consistaient à soutenir le projet bien évidemment tout en dénonçant ce qui dérivait à l'interne. Dans un décor national de *bashing* anti-nucléaire porté par la grande majorité des médias et par la bobocratie, il faut admettre que l'exercice est redoutablement complexe.

Enfin, concernant le chantier en lui-même, des structures interprofessionnelles ont été présentes dès le début pour renseigner les ouvriers sur leurs droits. Ce ne fut pas simple non plus, là encore la planche était bien savonnée. Avec un génie-civiliste hostile à toute expression de revendications et ayant créé sa propre structure syndicale monopolistique, les quelques salariés qui osaient bouger le petit doigt pour alerter sur les conditions de travail étaient rapidement sujets aux manœuvres d'intimidation que le patronat de ce secteur exerce avec expérience sans jamais être inquiété.

Malgré tout cela, les scandales liés à l'exploitation de salariés étrangers sans droits sociaux ont pu être dénoncés sur la place publique par la CGT du chantier, et des situations ont été jugées au tribunal. Cela devrait servir de leçon au donneur d'ordre qu'a été EDF et aux pouvoirs publics. Pour autant, le syndicalisme revendicatif apparaît trop souvent comme « empêcheur d'exploiter en rond » alors qu'il est le meilleur vecteur d'échanges entre salariés, patronat et pouvoirs publics. Prendre le risque de le by-passer, c'est ouvrir la porte à d'autres pratiques plus individuelles et moins structurées pouvant aller jusqu'au sabotage.

— *Comment percevoir l'avenir de l'EPR de Flamanville ?*

Philippe Page Le Mèroux — Au lieu de parler de gâchis, il serait intéressant de parler de défi industriel qui a été relevé et de retracer tous les écueils qu'il y a eu, allant des soudures au génie civil en passant par les essais ou les problèmes de conception. On voulait faire de Flamanville 3 la vitrine de l'entreprise et de la filière. Je pense qu'il faudra en faire la vitrine de l'abnégation industrielle : même quand la tâche est ardue et pénible, on ne renonce pas, on persévère, on va jusqu'au bout du projet. Tout en sachant que la durée prévue d'exploitation du nouveau réacteur est fixée à soixante ans, ce qui demeure donc un objectif viable.

Du reste, il faut analyser, évaluer et optimiser l'expérience de Flamanville 3 pour élaborer des recommandations de bonnes pratiques professionnelles au service des futures tranches nucléaires à mettre en place. Il est aussi nécessaire de reprendre les pratiques confirmées des paliers 900 MWe et 1300 MWe en construisant des tranches nucléaires par paire afin de bénéficier des économies d'échelle et de mieux planifier l'activité des sociétés prestataires.

— *En fin de compte, quel message envoyer aux décideurs institutionnels du nouveau nucléaire ?*

Philippe Page Le Mérou — Il ne faut pas jouer avec le marché. Il ne faut pas céder aux injonctions de réduire le coût du travail ou le prix du matériel en sacrifiant la compétence professionnelle et la qualité industrielle. La production nucléaire n'est pas un sport qui se pratique en regardant le cours de l'action et les indicateurs boursiers tous les matins. En définitive, les agences de notation ne produisent pas d'électrons. Seuls les hommes et les femmes attachés à produire de l'énergie au quotidien, qu'ils soient agents statutaires ou prestataires, sont les créateurs de richesses et de bien-être au service de la collectivité nationale.